

L'après-Maduro ou le retour de la politique impériale des États-Unis

Pascal DROUHAUD | Spécialiste en relations internationales. Président de l'association France-Amérique latine – LatFran (latfran.org).

David BIROSTE | Docteur en droit. Vice-président de l'association LatFran.

Dans la nuit du 2 au 3 janvier 2026, sur ordre du président américain, Donald Trump au commandement du *SouthCom* ⁽¹⁾, l'armée américaine a déclenché l'opération *Asbolute Resolve* en bombardant plusieurs sites militaires à Caracas. Les *Delta forces* sont parvenues à capturer et à exfiltrer Nicolás Maduro et son épouse, Cilia Flores.

Nicolás Maduro, dont la tête était mise à prix par la justice américaine à hauteur de 50 millions de dollars, a été remis à des agents de l'Administration de contrôle des drogues (*DEA*) et du Bureau fédéral d'enquête (*FBI*). Il a été inculpé officiellement de narcoterrorisme lors d'un bref passage sur le porte-hélicoptères *Iwo Jima* qui croisait en mer des Caraïbes, sur la base d'un acte d'accusation de 28 pages ⁽²⁾. Le jour même, les époux Maduro ont été transférés par le *FBI* à New York où ils ont été présentés, le 5 janvier, à un juge fédéral qui leur a lu les chefs d'inculpation : ils dorment dans une prison fédérale jusqu'à leur prochaine audition en mars prochain.

Comment s'est déroulée cette intervention américaine inouïe et quels sont désormais les enjeux pour le Venezuela et la région latino-américaine à la lumière de la nouvelle stratégie nationale de sécurité publiée par la Maison Blanche en novembre 2025 ?

La chute de Nicolás Maduro : un premier objectif tactique atteint par Washington

Cent cinquante avions, hélicoptères et drones ont été nécessaires pour capturer le « Président de fait » du Venezuela, qui avait volé l'élection présidentielle le

⁽¹⁾ Le *United States Southern Command* est un des onze commandements permanents interarmées des États-Unis. Depuis son siège à Miami, il est en charge des actions militaires dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.

⁽²⁾ UNITED STATES DISTRICT COURT - SOUTHERN DISTRICT OF NEW YORK, *Superseding Indictment USA v. Nicolas Maduro Moros, Diosdado Cabello Rondon, Hugo Armando Carvajal Barrios (« El Pollo »), Cliver Antonio Alcala Cordones, Luciano Marin Arango (« Ivan Marquez »), and Seuxis Paucis Hernandez Solarte* (<https://www.justice.gov/>).

28 juillet 2024 et réprimé violemment les manifestations pacifiques ⁽³⁾. Cette action éclair (moins de 5 heures) s'inscrit dans une opération plus large dénommée « Lance du Sud » (*Southern Spear*) en novembre dernier.

Depuis août 2025, cette entreprise militaire a mobilisé progressivement environ 20 % de la marine et 30 % de l'aviation militaire américaines, dont le groupe aéronaval *USS Gerald R. Ford*, comprenant le plus grand porte-avions du monde (du même nom) et les trois *destroyers* de classe *Arleigh Burke* qui l'accompagnent (*USS Mahan*, *USS Winston S. Churchill* et *USS Bainbridge*). Le Secrétaire américain à la Guerre, Pete Hegseth, avait d'ailleurs déclaré : l'objectif est de « défendre notre patrie, éliminer les narcoterroristes de notre hémisphère et protéger notre pays des drogues qui déciment notre population. L'hémisphère occidental est le voisinage de l'Amérique, et nous le protégerons » ⁽⁴⁾.

Selon un bilan dressé par le *New York Times* le 29 décembre, 30 frappes ont été menées, depuis le 2 septembre 2025, contre des embarcations soupçonnées de convoier de la drogue : elles ont causé la mort de 107 trafiquants présumés à bord de ces *go fast* maritimes et ont conduit à l'arraisonnement de trois pétroliers d'une flotte fantôme transportant du pétrole sous sanction vers l'Iran et Cuba ⁽⁵⁾.

Dans une conférence de presse le 3 janvier, le président Donald Trump, Pete Hegseth et le Secrétaire d'État Marco Rubio, présentent le raid sur Caracas comme « une opération de police » visant à exécuter un mandat d'arrêt contre un narcoterroriste. Ils annoncent que Washington va « diriger » le Venezuela jusqu'à une « transition sûre, appropriée et judicieuse » et que les compagnies américaines vont investir plusieurs milliards de dollars pour faire repartir le secteur pétrolier et pour exploiter ces ressources naturelles afin de « générer des revenus pour le pays » et pour les États-Unis ⁽⁶⁾. Il s'agit explicitement d'obtenir remboursement de ce que le Président américain considère comme des « spoliations » imposées par le régime chaviste à la fin des années 2000, lors des nationalisations des consortiums pétroliers gérés à l'époque par ExxonMobil, Chevron Texaco et ConocoPhillips ⁽⁷⁾.

On assiste ainsi à l'application la plus concrète de la nouvelle stratégie de sécurité nationale des États-Unis, datée de novembre 2025, et dont divers discours de Donald Trump et de son Vice-président, J.D. Vance avaient annoncé les contours depuis janvier 2025. Pour l'administration Trump II, « l'objectif de la politique de sécurité nationale est la protection des intérêts nationaux fondamentaux » ⁽⁸⁾. Il faut bien lire les

⁽³⁾ DROUHAUD Pascal, « Amérique latine - Venezuela : le coup de force permanent », *RDN*, n° 874, novembre 2024, p. 120-127 (<https://www.defnat.com/>) ; BIROSTE David, « État de droit : les Européens au soutien des Vénézuéliens », *Revue Politique et Parlementaire*, 30 octobre 2024 (<https://www.revuepolitique.fr/>).

⁽⁴⁾ GRAINDORGE Thomas, « L'opération Southern Spear », cette guerre à bas bruit que mène Donald Trump », *Le Point*, 14 novembre 2025 (<https://www.lepoint.fr/>).

⁽⁵⁾ SCHMITT Eric, « U.S. Kills 2 in Strike in Pacific, as Trump Pressures Venezuela », *The New York Times*, 29 décembre 2025.

⁽⁶⁾ Le Venezuela dispose des plus grosses réserves mondiales de pétrole. AGENCE FRANCE PRESSE (AFP), « Venezuela : le pétrole au cœur de l'intervention américaine, quelles conséquences ? », *Connaissance des énergies*, 5 janvier 2025 (www.connaissancedesenergies.org/).

⁽⁷⁾ DELCAS Marie, « Venezuela : Hugo Chavez nationalise le pétrole de l'Orénoque », *Le Monde*, 28 février 2007 (<https://www.lemonde.fr/>).

⁽⁸⁾ White House, *National Security Strategy of the United States of America*, Washington, novembre 2025 (<https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2025/12/2025-National-Security-Strategy.pdf>).

quatre pages de ce document consacrées au continent américain qui est placé en priorité absolue géographique avant même l'Asie et l'Europe :

« Les États-Unis réaffirmeront et appliqueront la doctrine Monroe afin de rétablir la prééminence américaine dans l'hémisphère occidental et de protéger leur territoire » ⁽⁹⁾ : le but assumé est d'« empêcher leurs concurrents non hémisphériques de déployer des forces ou d'autres capacités menaçantes, ou de posséder ou contrôler des actifs stratégiques vitaux dans leur hémisphère... » (p. 15). « Nous récompenserons et encouragerons les gouvernements, les partis politiques et les mouvements de la région qui partagent globalement nos principes et notre stratégie [...] » (p. 16). « Des concurrents non hémisphériques ont considérablement pénétré notre hémisphère, nous désavantageant économiquement aujourd'hui et risquant de nous nuire stratégiquement à l'avenir. Laisser ces incursions se faire sans réaction ferme constitue une autre grave erreur stratégique américaine de ces dernières décennies. Les États-Unis doivent exercer une position prééminente dans l'hémisphère occidental, condition essentielle à leur sécurité et à leur prospérité... » (p. 17). « Les États-Unis doivent également s'opposer et annuler les mesures telles que [...] l'expropriation qui désavantagent les entreprises américaines » (p. 19).

Venezuela : et maintenant ?

La chute de Nicolás Maduro ouvre une période de transition complexe. Donald Trump a annoncé que Washington allait « diriger » le pays jusqu'à une « transition sûre, appropriée et judicieuse ». Il a ajouté que des compagnies américaines allaient investir plusieurs milliards de dollars afin de faire repartir le secteur pétrolier. Dans cette optique, le Président américain a déclaré sur *Fox News* qu'il ne laisserait « personne du régime Maduro » lui succéder : les dominos du régime chavistes devront donc tomber les uns après les autres (fuite à l'étranger ou élimination en cas de résistance). Cependant, Donald Trump a indiqué que Delcy Rodríguez, la vice-présidente du Venezuela en charge des ministères du Pétrole et des Finances, semblait disposée à collaborer à la transition souhaitée : il lui a demandé d'assurer l'intérim, probablement pour diminuer le risque d'une déstabilisation brutale du pays et d'une guerre civile.

Mais, devant la télévision d'État et entourée des hommes forts du régime, Delcy Rodríguez a exigé le retour de Nicolás Maduro, le mentor qui lui avait donné le surnom de « tigresse » pour son énergie à défendre le régime chaviste en toutes circonstances : depuis 2006, elle a occupé successivement ou cumulé les fonctions de ministre du Bureau de la Présidence, ministre de la Communication, ministre des Relations extérieures, présidente de l'Assemblée constituante, ministre de l'Économie, ministre du Pétrole et vice-présidente du pays ⁽¹⁰⁾. Simple rhétorique d'un régime sous le choc, ou

⁽⁹⁾ La doctrine Monroe a été théorisée en 1823 par James Monroe, 5^e Président des États-Unis : d'une part, les anciennes puissances coloniales européennes ne doivent plus intervenir dans les Amériques ; d'autre part, les États-Unis doivent se retenir de s'occuper des affaires du continent européen. Par ailleurs, pour la Maison-Blanche, l'« hémisphère occidental » représente l'ensemble du continent américain, de l'extrême nord à l'extrême sud, en incluant par les Caraïbes.

⁽¹⁰⁾ Delcy Rodríguez a joué un rôle primordial en 2017 lorsque Nicolás Maduro a fait preuve de « despotisme constitutionnel » en convoquant irrégulièrement une Assemblée nationale constituante (ANC), qu'elle a présidée, pour contrer la victoire de l'opposition aux élections législatives de décembre 2015 (celle-ci ayant gagné les deux tiers des sièges de l'Assemblée nationale) ; BRICEÑO LEÓN Humberto, « Despotismo constituyente Venezuela 2017 », *Revista de derecho*

stratégie visant à poursuivre sa présence aux affaires ? Donald Trump l'a alors avertie qu'elle « paiera cher, probablement plus cher que Maduro » si elle « ne fait pas ce qu'il faut » ⁽¹¹⁾.

Le 4 janvier, Marco Rubio a précisé que les États-Unis ne dirigeront pas directement le Venezuela, mais qu'ils « feront pression pour obtenir des changements par le biais d'un embargo pétrolier » et, sur *Telegram*, Delcy Rodríguez a finalement appelé à la coopération avec Washington ⁽¹²⁾.

Pour l'instant, Donald Trump a écarté le recours au tandem entre María Corina Machado, cheffe de file de l'opposition, et Edmundo González Urrutia, Président élu le 28 juillet 2024 réfugié en Espagne. Il est certain qu'il ne contrôle pas un exécutif bolivarien qui s'est implanté depuis 1999. Néanmoins, il semble difficile de justifier, auprès de l'électorat *MAGA*, le choix de « co-gouverner », comme dans un jeu de chaises musicales, avec les complices de Nicolás Maduro accusés aussi de narcotrafic par le ministère américain de la Justice et dont les noms sont cités dans les rapports des enquêteurs de l'ONU sur les crimes commis au Venezuela depuis 2014. Marco Rubio est bien conscient qu'il faudra passer par la case « élections », mais il considère que cela est encore prématuré.

Un effet domino dans l'hémisphère continental ?

La « théorie des dominos » est apparue au cours de la guerre froide (1947-1991) et a influencé la géopolitique de la seconde partie du XX^e siècle : pour les Américains, tout basculement d'un État dans l'idéologie communiste risquait d'entraîner une propagation automatique aux pays voisins, qui tomberaient les uns après les autres « comme des dominos ». Aujourd'hui, l'administration Trump reprend ce concept à son compte en vue d'éliminer les menaces que constituent les régimes communistes hostiles présents dans son environnement proche (Cuba, Nicaragua, Venezuela) ⁽¹³⁾. Le premier domino à faire tomber était le Venezuela parce que Maduro l'avait « transformé en une nouvelle tête de pont d'un axe hostile à l'Occident, passant essentiellement, en Amérique latine, par Caracas et Managua » ⁽¹⁴⁾.

Après les fermes protestations de certains États ⁽¹⁵⁾, les soutiens appuyés d'alliés ⁽¹⁶⁾ et les condamnations de rigueur d'autres pays tout en se réjouissant de la disparition du « dictateur Maduro » ⁽¹⁷⁾, les institutions internationales (Secrétaire général de l'ONU,

publico, janvier-juin 2017, n° 149-150, p. 173-181 (<https://revistadederechopublico.com/>).

⁽¹¹⁾ SCHERER Michael, « Trump Threatens Venezuela's New Leader With a Fate Worse Than Maduro's », *The Atlantic*, 4 janvier 2026 (<https://www.theatlantic.com/>) ; PARMENTIER Audrey, « Pourquoi Donald Trump a-t-il choisi Delcy Rodríguez, un fidèle de Maduro, pour diriger le Venezuela ? », *L'Express*, 4 janvier 2026 (<https://www.lexpress.fr/>).

⁽¹²⁾ BURG Jacob, « L'armée américaine restera dans les Caraïbes pour exercer une pression sur le Venezuela, affirme Marco Rubio », *The Epoch Time*, 5 janvier 2026 (<https://www.epochtimes.fr/>).

⁽¹³⁾ DROUHAUD P., « Venezuela-Colombia: la nueva teoría de los "dominós" », *El Diario de Hoy*, 25 octobre 2025 (<https://www.eldiariodehoy.com/>).

⁽¹⁴⁾ DROUHAUD P., « Amérique latine – Venezuela : le coup de force permanent », *op. cit.*

⁽¹⁵⁾ Afrique du Sud, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Corée du Nord, Cuba, Espagne, Honduras, Iran, Mexique, Russie.

⁽¹⁶⁾ Argentine, Bolivie, Chili, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guyana, Honduras, Italie, Israël, Paraguay, Pérou.

⁽¹⁷⁾ Les pays européens pour la plupart, dont la France.

Organisation des États américains, Union européenne) ont demandé le respect du droit international et une transition démocratique.

Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a créé, en 2019, une Mission internationale indépendante d'établissement des faits sur le Venezuela afin d'évaluer les violations présumées des droits de l'homme commises depuis 2014 ; cette Mission rend chaque année un rapport sur l'état des violations des droits humains par les autorités vénézuéliennes : dans son rapport de septembre 2025, la Mission a « observé une intensification de la répression étatique, une recrudescence des persécutions contre les voix critiques du gouvernement et une impunité bien ancrée »⁽¹⁸⁾. Par ailleurs, sur la base d'une plainte déposée en 2018 par l'Argentine, la Colombie, le Chili, le Paraguay, le Pérou et le Canada, la Cour pénale internationale (CPI) a ouvert en 2021 une enquête sur les violations présumées des droits humains au Venezuela⁽¹⁹⁾. La nouvelle stratégie américaine dans l'hémisphère occidental pourrait désormais se concentrer sur trois axes complémentaires.

Une approche politique pour les régimes autocratiques

Cuba et le Nicaragua sont concernés. Donald Trump a estimé, le jour même de l'arrestation de Nicolás Maduro, que « Cuba a l'air prête à tomber » tandis que Marco Rubio, fils d'immigrants cubains, déclarait que « le gouvernement cubain est un énorme problème »⁽²⁰⁾. Inquiet des velléités militaires de Washington, le Président cubain, Miguel Díaz-Canel, a appelé les pays latino-américains à « serrer les rangs ». Une crise économique et sociale désastreuse n'en finit plus de s'aggraver et de rendre les conditions de vie des Cubains chaque jour un peu plus difficiles (pannes massives de son réseau électrique, pénuries fréquentes de produits de première nécessité, manque de devises, manque d'essence dans les stations-service, pénurie de médicaments). La nouvelle stratégie de l'Administration américaine pourrait conduire à « traiter avec Cuba, et le blocus du pétrole vénézuélien constitue une mesure rationnelle à cet égard. Pour que cette stratégie progresse, Cuba, et non le Venezuela, devrait être la priorité, car cela permettrait de contrer la menace potentielle, bien qu'improbable, d'une présence russe significative à proximité du territoire continental américain »⁽²¹⁾. Par ailleurs, le Nicaragua a favorisé l'immigration clandestine vers les États-Unis et a

⁽¹⁸⁾ CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME, *Report of the Independent International Fact-Finding Mission on the Bolivarian Republic of Venezuela*, Genève, 22 septembre 2025 (<https://digitallibrary.un.org/record/4069503?v=pdf>) ; Conseil des droits de l'Homme, *Crímenes de lesa humanidad: el rol de la Guardia Nacional Bolivariana*, Genève, 11 décembre 2025 (<https://www.ohchr.org/>).

⁽¹⁹⁾ Avec AFP, « Venezuela : colère de Caracas après la fermeture du bureau de la CPI », *Le Figaro*, 2 décembre 2025 (<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/venezuela-colere-de-caracas-apres-la-fermeture-du-bureau-de-la-cpi-20251202>).

⁽²⁰⁾ La révolution castriste de 1959, l'échec du débarquement dans la baie des Cochons en 1961 et la coopération militaire incessante avec l'URSS, puis la Russie, relèvent d'une guerre froide qui dure depuis 67 ans entre La Havane et Washington.

⁽²¹⁾ FRIEDMAN George, « The Geopolitical Logic for Latin American Intervention », *Geopolitical Futures*, 22 décembre 2025 (<https://geopoliticalfutures.com/>).

multiplié, ces dernières années, les accords stratégiques, militaires avec la Russie ⁽²²⁾ et commerciaux avec la Chine ⁽²³⁾.

La mise au pas des gouvernements démocratiques hostiles à la politique de l'administration Trump II

La Colombie et le Mexique. S'agissant de dirigeants démocratiquement élus, Donald Trump ne pourra pas avoir la même approche militaire qu'au Venezuela, pour des raisons internes à l'approche des *midterms*. Les États-Unis disposent néanmoins d'un angle d'attaque efficace, celui de la lutte insuffisante contre le trafic de drogue : la Colombie est toujours le plus gros producteur mondial de cocaïne (67 %) ⁽²⁴⁾ ; le Mexique n'arrive pas à lutter efficacement contre les cartels, parmi les plus violents de la planète, avec un territoire qui est devenu la porte d'entrée principale du fentanyl sur le sol américain ⁽²⁵⁾. La Maison Blanche pourrait, par exemple, prendre des sanctions économiques très sévères.

L'endiguement de l'influence de la Chine

La politique de bon voisinage mise en place avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que l'attention portée par Washington à d'autres théâtres d'opérations à partir du début des années 2000, ont conduit les États-Unis à délaisser la relation privilégiée avec leur hémisphère occidental. La Turquie, des pays du Golfe, l'Union européenne et surtout la Chine en ont profité pour investir dans cette région d'opportunités. Beijing, grâce à sa puissance économique, a pu renforcer sa présence depuis 20 ans sur le continent, et devenir le deuxième partenaire commercial de la région. L'Amérique latine et la région des Caraïbes sont des territoires émergents qui ont accepté bien volontiers les investissements chinois. En 2024, les échanges commerciaux avec la Chine se sont élevés à 516 milliards \$, soit dix fois plus qu'en 2005 (1 215 Mds \$ pour les États-Unis) ⁽²⁶⁾.

L'implantation de la Chine en Amérique latine et dans les Caraïbes s'est réalisée par le financement d'infrastructures, notamment ciblées sur les ports : des outils aujourd'hui à la main de Pékin pour collecter des données sensibles et qui sont aussi détournés par les triades pour des commerces illicites (comme le fentanyl) ⁽²⁷⁾. Enfin, s'agissant des menaces ou rododromes de Donald Trump sur le Groenland, territoire autonome

⁽²²⁾ DROUHAUD P. et BIROSTE D., « Amérique latine – Nicaragua : le méthodique abandon démocratique », *RDN*, n° 879, avril 2025, p. 121-127 (<https://www.defnat.com/>).

⁽²³⁾ CHAMORRO Carlos F., « Behind Nicaragua's Large Mining Concessions: Only Chinese "Intermediaries" », *Confidencial*, 13 octobre 2025 (<https://confidencial.digital/>) : en deux ans, le Nicaragua a concédé plus de 565 000 hectares de terres à huit entreprises chinoises.

⁽²⁴⁾ GRAINDORGE Thomas, « Qui est Gustavo Petro, le président colombien et nouvelle cible de Donald Trump ? », *Le Point*, 5 janvier 2026 (<https://www.lepoint.fr/>).

⁽²⁵⁾ TOURLIERE Mathieu, « Dans l'espoir d'éviter les tarifs douaniers de Trump, le Mexique remet 29 narcotrafiquants aux États-Unis », *Le Monde*, 1^{er} mars 2025.

⁽²⁶⁾ BPI France, « Amérique latine : l'Union européenne et la Chine pourraient tirer parti de la politique agressive de D. Trump », *Flash Éco*, n° 26, mai 2025 (<https://lelab.bpifrance.fr/>).

⁽²⁷⁾ ZIEMER Henry, HAN Jaehyun et POWERS-RIGGS Aidan, « No Safe Harbor: Evaluating the Risk of China's Port Projects in Latin America and the Caribbean », *Center for Strategic and International Studies (CSIS)*, 26 juin 2025 (<https://features.csis.org/no-safe-harbor-china-ports/>).

du Danemark, il ne peut s'agir que de pressions, fort déplaisantes entre alliés de l'Otan, visant à obtenir des concessions sur des exploitations minières et peut-être l'implantation d'une seconde base militaire américaine ⁽²⁸⁾.

*

**

Plus que jamais, les États-Unis sont décidés à reprendre pied, par la voie sécuritaire et de défense, en Amérique latine. La diffusion par la Maison-Blanche, en novembre 2025, de la *National Security Strategy* établit cette partie du continent américain comme une priorité nationale. Les Amériques y sont présentées comme l'hémisphère occidental de relations internationales placées sous fortes tensions depuis 2022 et l'attaque de la Russie en Ukraine. Il s'agit pour les États-Unis, après 30 ans d'une politique qualifiée de « bon voisinage », d'y assurer une nouvelle influence politique. La Chine est directement concernée par cet objectif, étant devenue l'un des premiers partenaires d'un continent qui pourrait redevenir un théâtre d'opérations comme il le fut pendant la guerre froide. Désormais, la bipolarité émergente s'établit entre la Chine et les États-Unis qui n'entendent pas voir une partie des Amériques marquée par l'ancrage de la puissance chinoise. ♦

⁽²⁸⁾ Les États-Unis disposent déjà d'une première base à Thulé (désormais connue sous le nom de Pittufik).